

Ecrit par le 2 juillet 2026

Carpentras : Benoît Curinier fait partie des 100 dir'cab à suivre en 2025



[Benoît Curinier](#), directeur de cabinet et de la communication de la ville de Carpentras, figure dans la première édition du 'Palmarès des dir'cab à suivre en 2025' publié par **[l'Institut de sondage et d'enquêtes d'opinions Quorum](#)**.

Réalisé en partenariat **[l'Institut des décideurs publics](#)** (IDP) « ce palmarès vise à mettre en lumière celles et ceux qui, dans l'ombre des décideurs, structurent les politiques publiques et impulsent des dynamiques nouvelles, explique **[Jean-Philippe Delhonnelle](#)**, fondateur de l'Institut Quorum. Il ne s'agit pas d'une simple reconnaissance honorifique, mais d'un outil d'analyse permettant de mieux comprendre les évolutions de la gouvernance locale et nationale. »

Pour établir cette liste de 100 talents à suivre, ce sont les critères d'influence institutionnelle, de capacité d'anticipation, d'impact mesurable sur les territoires, d'innovation dans les modes de gestion, de leadership et d'engagement sociétal qui ont été retenus.

« Les chefs d'orchestre silencieux de nos politiques publiques. »

Ecrit par le 2 juillet 2026

Jean-Philippe Delhonnell, fondateur de l'Institut Quorum

« Dans l'ombre des élus, ils sont les chefs d'orchestre silencieux de nos politiques publiques, poursuit-il. Leur fonction ne se limite pas à l'accompagnement des élus : ils en sont souvent les premiers conseillers, les gardiens de la stabilité institutionnelle et les architectes des compromis nécessaires. Dans un environnement où les exigences de transparence, de performance et d'adaptabilité se renforcent, ils doivent conjuguer finesse politique, expertise administrative et agilité stratégique. »

Une fonction de plus en plus contrainte

« Les directeurs de cabinet évoluent aujourd'hui dans un cadre de plus en plus contraint, constate aussi Jean-Philippe Delhonnell. La gestion publique est confrontée à des transitions majeures transformation numérique des services, rationalisation budgétaire, nouvelles attentes démocratiques, crise de l'acceptabilité des politiques publiques. À cela s'ajoutent des défis sectoriels spécifiques, qu'il s'agisse de la territorialisation des politiques publiques, de la gestion des crises climatiques ou de l'évolution des modes de gouvernance locale. Dans ce contexte, le rôle du directeur de cabinet dépasse largement la simple coordination administrative. Il s'agit d'un métier d'influence, où la capacité à produire du consensus est aussi cruciale que la maîtrise des dossiers. Un métier où la gestion des relations institutionnelles, la communication de crise et la négociation deviennent des compétences aussi essentielles que la connaissance des procédures. »

« L'efficacité du fonctionnement de nos collectivités repose sur une chaîne d'acteurs dans laquelle chacun y est décisif, complète [Nassim Boukaraoun](#), président de l'Institut des décideurs publics. Au point de rencontre du politique et de l'administration, le directeur de cabinet occupe une position stratégique, singulière et d'une importance cruciale : lucide, constant, loyal, il exerce une autorité discrète et structurante, capable de donner du sens et du rythme à l'action publique et politique de l'élu qu'il accompagne. »

Ecrit par le 2 juillet 2026

The graphic features a dark blue background. In the top left is the logo for 'QUORUM INSTITUT Au cœur de l'opinion publique'. To its right, it says 'Palmarès réalisé avec : INSTITUT DES DECIDEURS PUBLICS'. Below this is a portrait of Benoit Curinier, a man with glasses and a beard wearing a light blue shirt. To the right of the portrait, the text 'PALMARÈS DES DIRCAB À SUIVRE EN 2025' is written in large, bold, white capital letters. Below the portrait, the name 'CURINIER Benoît' is written in bold, followed by his title: 'Directeur de Cabinet et de la communication du Maire de Carpentras'.

Crédit : Institut uorum/DR/Linkedin

Près de 20 ans au service de Carpentrassien

En poste depuis 2008 au sein du cabinet de la municipalité de Carpentras, Benoît Curinier officie actuellement aux côtés de [Serge Andrieu](#), maire de Carpentras. Il assure notamment le pilotage éditorial des actions municipales et leur valorisation. Il assiste également le maire dans ses fonctions de vice-président à l'économie locale et à l'attractivité au sein de la communauté d'agglomération. Pour cela, il s'appuie et manage une équipe de 10 collaborateurs.

Parmi les grands dossiers qu'il a accompagné : la réhabilitation du cœur de ville (30M€ d'investissement), la création de [la bibliothèque-musée de l'Inguimbertaine](#) (50M€), la réouverture de la ligne ferroviaire Avignon/Carpentras (150M€), la mise en place du Pôle d'échange multimodal (16M€) ou bien encore le contournement routier de la capitale du Comtat Venaissin (52M€).

Côté communication, il pilote aussi les différents supports éditoriaux et numérique de la Ville (magazine municipal, plaquettes, affiches, tracts, sites internet, comptes sur les réseaux sociaux de la mairie ...). Il

Ecrit par le 2 juillet 2026

met aussi en œuvre la stratégie de communication de la mairie et organise le protocole pour les événements officiels, et gère les relations avec la presse, tant local que national. Enfin, pendant 11 ans il a assuré la conception et la mise en œuvre des événements culturels.

« Nos métiers sont exigeants et c'est cela qui les rend passionnants. »

Benoît Curinier, directeur de cabinet de la mairie de Carpentras

« Voir reconnaître son action est toujours satisfaisant et gratifiant, remercie Benoît Curinier. Depuis plus de 15 ans, chacun de mes employeurs m'a fait confiance pour mener à bien des missions de cabinet qui requièrent discrétion, efficacité et compétences multiples (conseil politique, pilotage opérationnel, conduite du changement, gestion de crise...). Nos métiers sont exigeants et c'est cela qui les rend passionnants. Accompagner l'action publique est plus que stimulant car cela permet d'améliorer concrètement la vie quotidienne. Quoi de mieux que de réaliser ces missions avec les supers collaborateurs qui m'entourent ! Ma double casquette cabinet/communication me permet d'être trait d'union entre décideurs, équipes techniques et partenaires externes. Elle me permet d'anticiper les défis avant qu'ils ne deviennent des obstacles. C'est cette capacité à faire le lien et à fédérer qui constitue la valeur ajoutée de notre métier souvent méconnu mais essentiel. »

C'est notamment pour mieux faire connaître cette fonction, trop peu définie juridiquement, que Benoît Curinier se mobilise au sein de l'[Association Dircab](#) et de [DEXTERA Association](#), afin d'améliorer la perception de son métier.

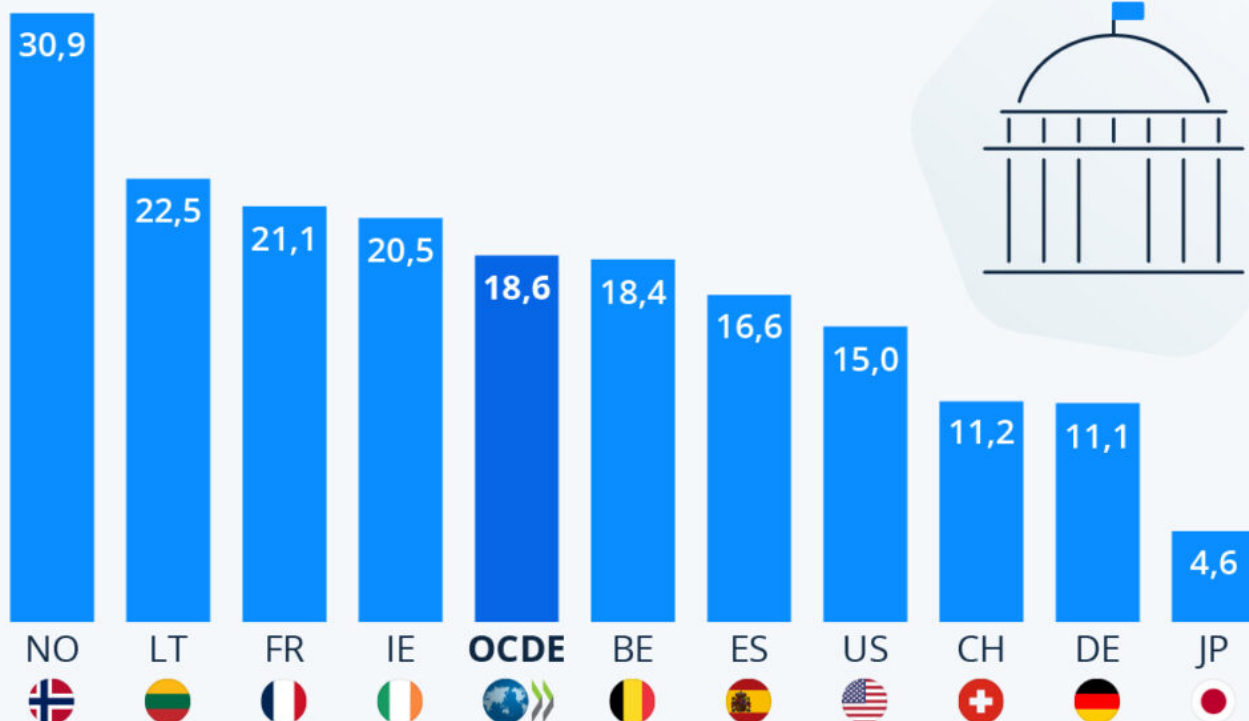
« Alors même que la réforme du statut de l'élu semble en bonne voie d'être adoptée à l'Assemblée Nationale après l'avoir été au Sénat, rappelons que le statut du collaborateur de cabinet demeure malheureusement le grand oublié : sans ces professionnels de haut-vol, combien d'actions manqueraient de souffle, de clarté, de cohérence ? » confirme Nassim Boukaraoun, président de l'Institut des décideurs publics.

Un Français sur cinq travaille dans la fonction publique

Ecrit par le 2 juillet 2026

Un Français sur cinq travaille dans la fonction publique

Part de fonctionnaires dans la population active dans une sélection de pays de l'OCDE en 2021 (en %)



Source : OCDE



statista

L'exécutif s'attaque à la fonction publique. Dans une interview publiée dans le journal Le Parisien mardi 9 avril, le ministre de la Transformation et de la Fonction publique Stanislas Guerini a annoncé vouloir « lever le tabou du licenciement dans la fonction publique », remettant ainsi en question le principe d'« emploi à vie » qui caractérisait jusqu'ici le statut particulier des fonctionnaires en France. Si le licenciement existe déjà dans la fonction publique (pour trois motifs : l'inaptitude physique, la faute

Ecrit par le 2 juillet 2026

disciplinaire et l'insuffisance professionnelle), il est très peu appliqué : en 2022, seulement 235 fonctionnaires ont été licenciés en France.

L'annonce de Stanislas Guerini est intervenue à la sortie d'une réunion organisée le même jour avec les syndicats en vue d'un projet de réforme, prévu pour l'automne. Parmi les pistes étudiées figurent également la remise en cause des catégories historiques de la fonction publique (A, B et C), ainsi qu'une possible rémunération au mérite des agents. Sans surprise, le ministre s'est attiré les foudres des syndicats pour ses paroles, et pour un projet de loi qu'ils jugent « injuste », qui risque d'« accroître la division entre les agents publics ».

Comme le montre notre infographie, basée sur un [rapport](#) de l'OCDE, la France compte légèrement plus de fonctionnaires que la moyenne des pays de l'organisation : 21,1 % de la population active en France travaille en effet dans la fonction publique, alors que la moyenne de l'OCDE s'établit à 18,6 %. C'est dans les pays d'Europe du nord qu'on trouve la plus grande part de fonctionnaires : ils sont 30,9 % en Norvège, 29,3 % en Suède, 28 % au Danemark, et 24,5 % en Finlande. À l'inverse, l'Allemagne et le Japon avaient des secteurs publics relativement peu importants : l'Allemagne ne comptait que 11,1 % de fonctionnaires dans sa population active, et le Japon seulement 4,6 %.

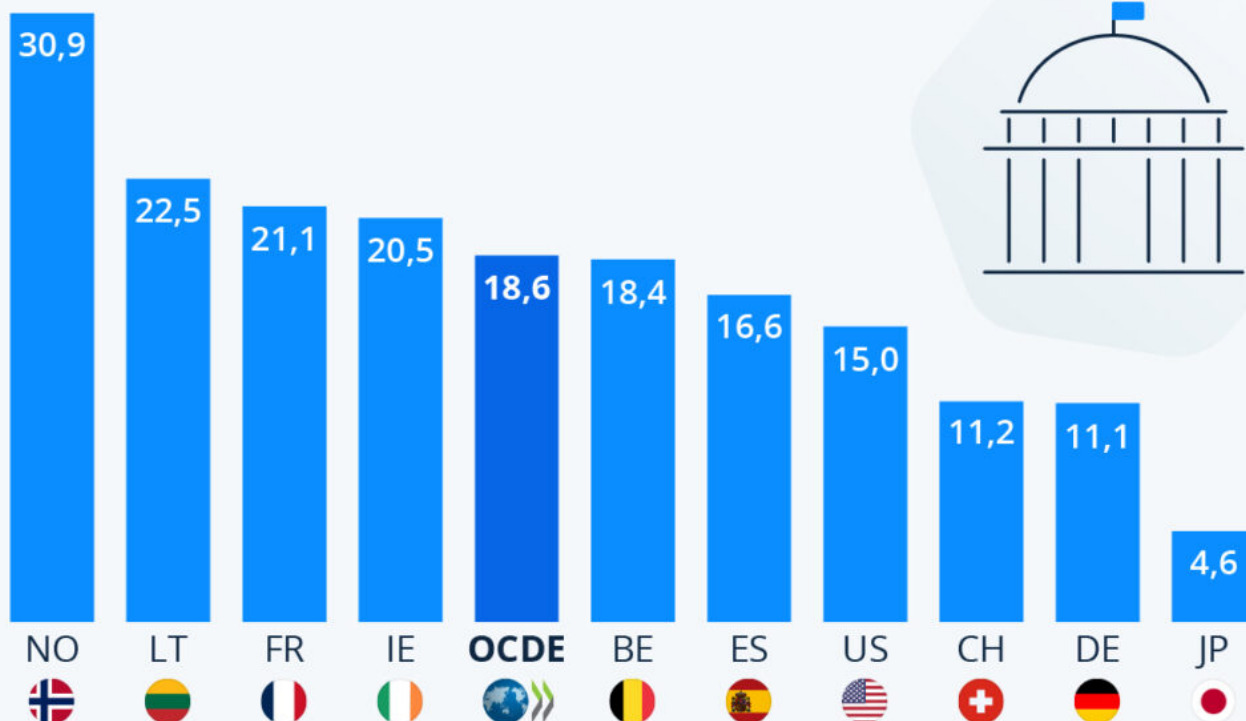
De Valentine Fourreau pour [Statista](#)

Un Français sur cinq travaille dans la fonction publique

Ecrit par le 2 juillet 2026

Un Français sur cinq travaille dans la fonction publique

Part de fonctionnaires dans la population active dans une sélection de pays de l'OCDE en 2021 (en %)



Source : OCDE



statista

L'exécutif s'attaque à la fonction publique. Dans une interview publiée dans le journal Le Parisien mardi 9 avril, le ministre de la Transformation et de la Fonction publique Stanislas Guerini a annoncé vouloir « lever le tabou du licenciement dans la fonction publique », remettant ainsi en question le principe d'« emploi à vie » qui caractérisait jusqu'ici le statut particulier des fonctionnaires en France. Si le licenciement existe déjà dans la fonction publique (pour trois motifs : l'inaptitude physique, la faute

Ecrit par le 2 juillet 2026

disciplinaire et l'insuffisance professionnelle), il est très peu appliqué : en 2022, seulement 235 fonctionnaires ont été licenciés en France.

L'annonce de Stanislas Guerini est intervenue à la sortie d'une réunion organisée le même jour avec les syndicats en vue d'un projet de réforme, prévu pour l'automne. Parmi les pistes étudiées figurent également la remise en cause des catégories historiques de la fonction publique (A, B et C), ainsi qu'une possible rémunération au mérite des agents. Sans surprise, le ministre s'est attiré les foudres des syndicats pour ses paroles, et pour un projet de loi qu'ils jugent « injuste », qui risque d'« accroître la division entre les agents publics ».

Comme le montre notre infographie, basée sur un [rapport](#) de l'OCDE, la France compte légèrement plus de fonctionnaires que la moyenne des pays de l'organisation : 21,1 % de la population active en France travaille en effet dans la fonction publique, alors que la moyenne de l'OCDE s'établit à 18,6 %. C'est dans les pays d'Europe du nord qu'on trouve la plus grande part de fonctionnaires : ils sont 30,9 % en Norvège, 29,3 % en Suède, 28 % au Danemark, et 24,5 % en Finlande. À l'inverse, l'Allemagne et le Japon avaient des secteurs publics relativement peu importants : l'Allemagne ne comptait que 11,1 % de fonctionnaires dans sa population active, et le Japon seulement 4,6 %.

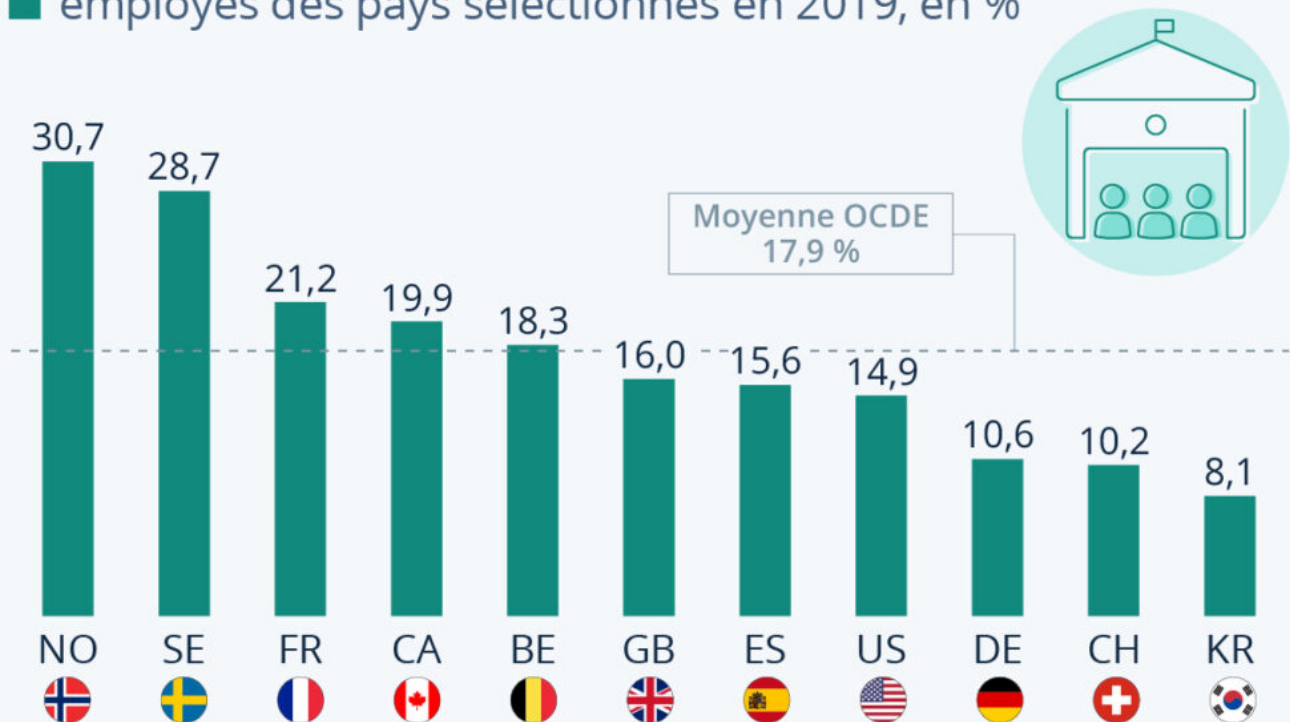
De Valentine Fourreau pour Statista

Combien pèse l'emploi dans la fonction publique ?

Ecrit par le 2 juillet 2026

Combien pèse l'emploi dans la fonction publique ?

Part des salariés du secteur public dans le total des employés des pays sélectionnés en 2019, en % *



* sauf Norvège et Suisse : données de 2018.

Source : OCDE



statista

La taille des effectifs dans le secteur public varie fortement selon les pays de l'[OCDE](#). En France, un peu plus d'un employé sur cinq (21,2 %) travaille dans la [fonction publique](#), ce qui représente autour de 5,5 millions de personnes. Si ce chiffre est supérieur à la moyenne de l'OCDE, qui se situe à 18 %, l'Hexagone n'est toutefois pas le pays qui compte le plus d'agents publics en proportion de l'[emploi total](#). Comme le montre notre graphique, les chefs de file en la matière sont les pays scandinaves. En Norvège,

Écrit par le 2 juillet 2026

près d'un salarié sur trois (30,7 %) est employé dans le secteur public et le taux est également supérieur à 25 % en Suède et au Danemark.

À l'opposé de l'échelle, l'Allemagne et la Suisse font partie des économies de l'OCDE où les emplois dans le secteur public sont les plus rares, puisqu'ils ne représentent qu'un peu plus de 10 % des travailleurs. Mais la proportion est encore plus faible dans certains pays asiatiques. En Corée du Sud par exemple, les salariés du public ne représentent que 8 % de l'emploi total.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Handicaps invisibles : un guide pour les employeurs publics



Le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la Fonction publique a publié un guide '[Handicap invisible](#)' pour expliquer et conseiller les employeurs dans l'accompagnement des handicaps invisibles.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la Fonction publique (FIPHFP) a publié fin juin un guide qui s'adresse aux personnes accompagnant ou encadrant des personnes en situation de handicap invisible et qui ne sont pas toujours bénéficiaires de l'obligation d'emploi de personnes handicapées (BOEH).

Reconnaître enfin les invisibles

Refus pour une personne d'accepter son handicap, démarches administratives en cours ou maladie handicapante mais non reconnue par les maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) : « Tous ces éléments expliquent que les personnes en situation de handicap qui demeurent "invisibles" [...] sont très nombreuses et souvent en grande souffrance », explique le Guide en introduction.

Il s'organise ensuite autour de quatre grands types de pistes de réponses

Chercher à identifier ces personnes, pour leur proposer un accompagnement, tout en respectant leur désir de discrétion ;

Organiser une capacité d'écoute et d'accompagnement fédérant l'ensemble des ressources humaines de l'employeur ;

Bien communiquer sur l'ensemble des dispositions réglementaires : temps partiel de droit, télétravail, aménagement d'horaires ;

Utiliser au mieux les dispositifs d'accompagnement des personnes en situation de handicap.

Identification des personnes

«Le sujet est complexe et on se limitera ici à proposer quelques pistes », écrivent tout de suite les auteurs du guide. Les arrêts maladie à répétition constituent « un des signaux faibles les plus aisément identifiables » et le guide propose des bonnes pratiques en mettant l'accent sur le rôle du médecin du travail et la possibilité de mettre en place un "coordonnateur de retour dans l'emploi".

Ecrit par le 2 juillet 2026



Organisation d'une capacité d'écoute

Au-delà de l'équipe de professionnels (médecin du travail, référent/correspondant handicap, voire assistant de service social), la prise en compte du handicap invisible doit être faite par les managers de proximité et le collectif de travail, qui participent à l'environnement quotidien de la personne en situation de handicap.

La personne elle-même 1^{er} acteur de sa réussite

Il faut « surtout se souvenir que c'est la personne elle-même qui le premier acteur de sa réussite. C'est elle qui, dans une relation de confiance, guidera le travail d'aménagement du poste. Il faut partir de ses besoins et ressources avant tout », souligne le Guide.

Communication sur l'ensemble des dispositions réglementaires

« Tout agent dispose de droits et il importe que chacun, en particulier ceux en situation de handicap, en soient bien informés afin qu'ils puissent en demander le bénéfice », rappelle le document. Aménagement

Ecrit par le 2 juillet 2026

du poste de travail, des horaires (jusqu'au recours au temps partiel), recours au télétravail ou au congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) et jusqu'au reclassement de l'agent : le guide détaille les possibilités offertes à la personne en situation de handicap et son employeur pour aider au maintien dans l'emploi.

Utilisation des dispositifs d'accompagnement des personnes handicapées

La dernière partie du guide présente les dispositifs du FIPHFP que peuvent mobiliser les employeurs publics pour accompagner les personnes en situation de handicap invisible.

Carrière et insertion des fonctionnaires handicapés : les clés pour réussir.

Presque 6% de travailleurs handicapés dans les collectivités territoriales

Le taux d'emploi des travailleurs handicapés dans les collectivités territoriales se rapproche peu à peu des 6 % prévus par la loi. Mais ce résultat ne suffit pas : les employeurs publics doivent s'attacher à faciliter l'intégration dans les équipes, et l'aménagement des postes de travail des fonctionnaires handicapés. Avec l'allongement des carrières, les collectivités territoriales doivent aussi apprendre à anticiper le reclassement d'agents devenus handicapés. Enjeux, méthodes et bonnes pratiques pour faire face à ce défi managérial.

Source : La gazette des communes, des départements et des régions.

Téléchargement du guide en PDF [ici](#). Plus d'informations [ici](#).



Faire bouger les lignes

Le FIPHFP budgète 13 millions d'euros en 2022 pour favoriser l'inclusion. À l'occasion de la publication des résultats 2021 du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP), Françoise Descamps-Crosnier, présidente du Comité national, et Marc Desjardins, directeur,

Ecrit par le 2 juillet 2026

ont présenté le rapport financier de l'institution et les projets pour 2022. L'analyse montre aussi que les trois versants de la fonction publique ne fournissent pas les mêmes efforts.

Un budget pour faire bouger les lignes

Après « une surchauffe », le niveau des dépenses du FIPHFP qui « avait atteint un pic de 180M€ en 2013 » s'établit à 105M€ en 2021. La contribution du ministère de l'Education nationale (15M€ en 2021 et le double en 2022) votée dans la loi du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » offre une bouffée d'oxygène au fonds. 138M€ de recettes ont été engrangés en 2021.

Le FIPHFP a ouvert un programme exceptionnel pour « faire bouger les lignes en matière d'inclusion », a annoncé Françoise Descamps-Crosnier. 13M€ ont été budgétés pour 2022 (+ 13 % des budgets d'intervention) et seront éventuellement complétés par la suite.

Source Club Santé social. La Gazette des Communes, des Départements et des Régions.

MH



Combien pèse l'emploi dans le secteur public

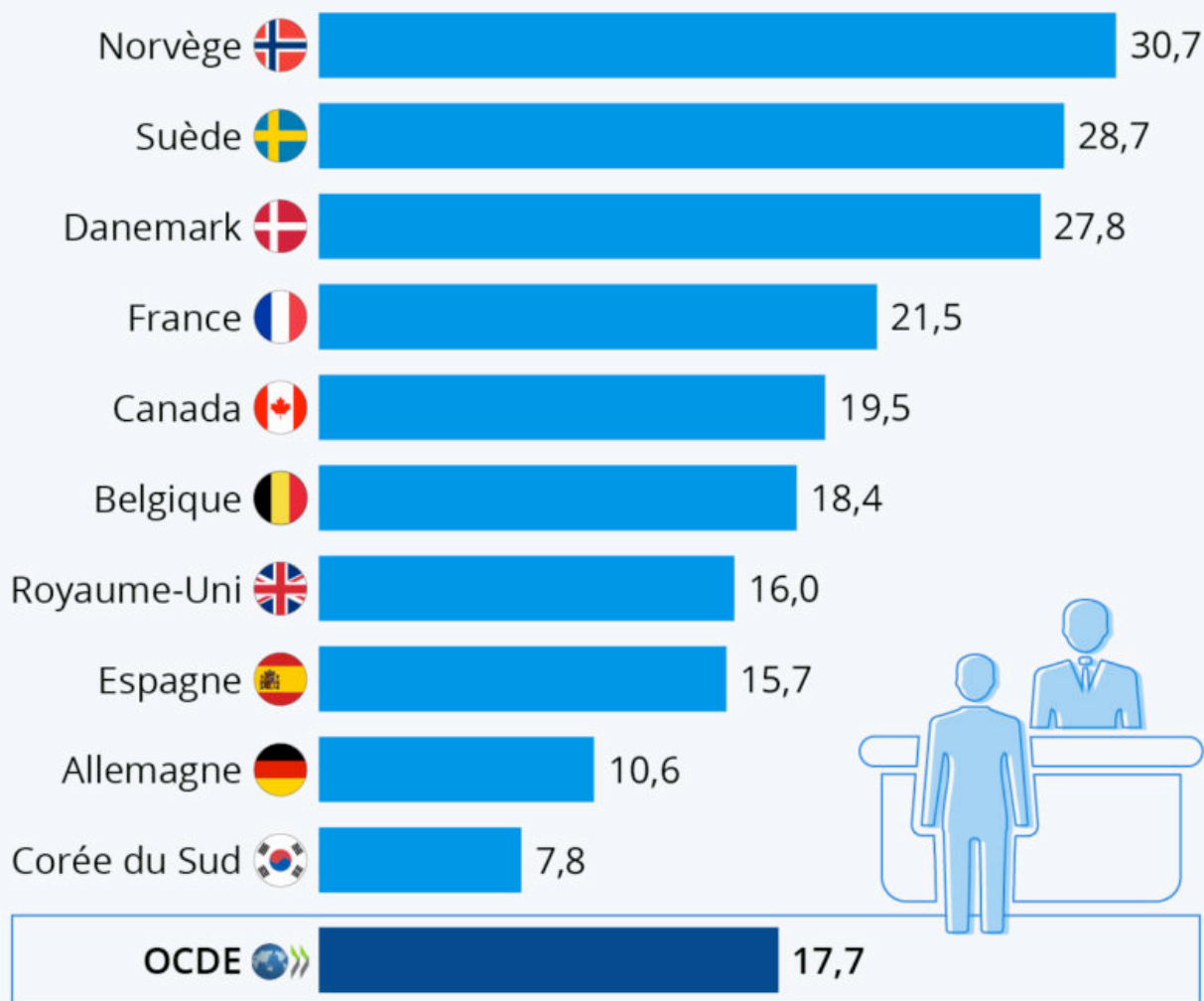
Ecrit par le 2 juillet 2026

?

Ecrit par le 2 juillet 2026

Combien pèse l'emploi dans le secteur public ?

Part des employés du secteur public dans le total des employés des pays sélectionnés en 2018 (en %)



Source : OECD



statista

Ecrit par le 2 juillet 2026

Proclamée le 23 juin par les Nations Unies, la Journée mondiale pour la fonction publique est l'occasion de mettre en valeur l'importance des [administrations publiques](#) au service de l'intérêt général et leur contribution aux processus de développement, à une époque où le monde fait face à de nombreux défis sociaux, économiques et environnementaux.

Pour l'occasion, nous nous sommes penchés sur le poids des emplois publics au sein des économies à haut revenu avec les [données](#) de l'OCDE. Comme le révèle notre graphique, un peu plus d'un [employé français](#) sur cinq (21,5 %) travaille dans le secteur public, ce qui représente autour de 5,5 millions de personnes. Si ce chiffre est supérieur à la moyenne de l'OCDE, qui s'établit à près de 18 %, la France n'est toutefois pas le pays qui compte le plus d'agents publics en proportion. Les chefs de file en la matière sont les pays scandinaves. En Norvège, près d'un employé sur trois (30,7 %) travaille dans la fonction publique et cette part est également supérieure à 25 % en Suède et au Danemark.

À l'opposé de l'échelle, l'Allemagne fait partie des pays de l'OCDE où les emplois dans le secteur public sont les plus rares, puisqu'ils ne représentent qu'un peu plus de 10 % de l'emploi total. Mais la proportion est encore plus faible dans les économies asiatiques. En Corée du Sud par exemple, les salariés du public ne représentent que 7,8 % des employés du pays.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)